Défendre la souveraineté cubaine, c’est défendre la paix mondiale

Le 18-03-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Appel unitaire adressé au peuple de France

À la suite du scandaleux enlèvement du président vénézuélien par un commando états-unien, Donald Trump et son secrétaire d'État Marco Rubio ont perdu toute retenue dans la mise en œuvre de leur projet impérial d'hégémonie absolue, non seulement sur l' « hémisphère occidental », mais sur le reste de la planète : cela s'observe désormais de la Péninsule coréenne à l'Europe de l'Est en passant par la Mer de Chine, Gaza, le Caucase et l'Iran. Et voilà maintenant que la rapace administration états-unienne vient encore d'aggraver le blocus inhumain que les USA infligent à Cuba depuis 1961: en effet, violant à la fois le droit international et la liberté de naviguer dans les eaux internationales, Trump et Rubio empêchent désormais la République de Cuba de s'approvisionner en carburant privant l'île rebelle de courant électrique, bloquant ses moyens de transport, asphyxiant son économie et entravant sciemment le fonctionnement de ses hôpitaux et de ses circuits alimentaires. Il s'agit clairement pour Trump de susciter un « changement de régime » à La Havane en provoquant cyniquement, manigances de la C.I.A. et infiltrations terroristes en provenance de Miami à l'appui, l'une de ces « révolutions colorées » qui précèdent et préparent le plus souvent les intrusions, voire les invasions nord-américaines…
Ainsi la stratégie de Trump consiste-t-elle, non seulement à imposer aux Cubains un « regime change » (sic) téléguidé depuis Miami, mais à annexer Cuba de facto comme l'avoue crûment Trump quand il déclare vouloir imposer aux Cubains la suprême humiliation d'avoir pour prochain « président » le secrétaire d'État Rubio lui-même ! Ainsi s'accomplirait le projet impérial états-unien qu'avait déjà dénoncé au XIXe siècle l' « Apôtre de l'indépendance cubaine », le poète combattant José Marti : à savoir le projet d'annexer toute la Mer des Caraïbes afin de pouvoir dominer sans partage, en y imposant au besoin ses pantins sanglants à la Pinochet, l'ensemble de l'Amérique latine ouvertement réduite à l'état d' « arrière-cour » des USA.

Le danger est énorme, non seulement pour les Cubains menacés de faim, d'invasion et de subversion, non seulement pour tous les États d'Amérique latine dont chacun des présidents suspects d'indocilité est menacé de subir le sort de Nicolas Maduro et de son épouse, mais pour la sécurité de tous les peuples de la Terre, pour la paix mondiale et pour la sécurité de notre propre pays qui est directement présent dans l'espace caribéen par l'entremise de nos compatriotes de la Guadeloupe et de la Martinique. Inutile en effet d'être grand clerc pour prévoir que l'insatiable Trump voudra tôt ou tard placer l'ensemble des Antilles sous sa tutelle directe comme les USA l'ont déjà fait naguère en se soumettant Haïti ou Porto-Rico avec les brillants résultats sociaux que l'on sait. Du reste, Trump médite d'agir de même avec le Canada, qu'il veut transformer en 51e État des USA, avec le Panama, qu'il a déjà replacé sous leur tutelle, voire avec le Mexique, la Colombie et le Brésil, dans les affaires respectives desquels Washington ne cesse de s'immiscer ouvertement. Laisser Trump piétiner à son gré l'indépendance cubaine, ce serait en outre fixer le dernier rivet dans le cercueil de l'O.N.U., dont l'Assemblée générale a régulièrement le tort de condamner le blocus anti-cubain comme elle a toujours dénoncé le déni sanglant des droits palestiniens par l'État d'Israël. Ce serait aussi laisser la jeunesse du monde penser que tout effort de libération nationale, que toute entreprise de transformation sociale sont dorénavant forclos; que l'Imperator états-unien a désormais tous les droits, le « droit » d'assiéger Cuba, le « droit » de bombarder l'Iran à des milliers de kilomètres des États-Unis, le « droit » de soutenir de fait le génocide perpétré en Palestine sous la protection des porte-avions US, le « droit » d'annexer les territoires que l'empereur états-unien convoite à voix haute (aujourd'hui le Groenland, demain l'Islande ou, pourquoi pas, St-Pierre et Miquelon?), le « droit » de menacer une population mondiale de moins en moins consentante à l' « ordre » mondial inique du Dollar, de l'US Army et de Wall Street. En un mot, le « droit » de contraindre à tout instant n'importe lequel des pays du Globe d'avoir à « choisir » entre leur dignité

nationale et la menace directe d'une intrusion ou d'un blocus états-unien pouvant dégénérer en une guerre continentale ou mondiale!
Or, face à cela, que fait l'Élysée censé représenter cette République française dont Cuba a choisi de reprendre sur son propre drapeau les couleurs emblématiques de notre Révolution? En opposition frontale à la politique de non-alignement qui fut celle du Général de Gaulle, – une politique alors très largement soutenue en France (y compris par le PCF de Waldeck Rochet…) -, la France officielle se tait, uniquement préoccupée qu'elle est, en écho à ses institutions tutélaires de l'UE et de l'OTAN, d'alimenter l'escalade militaire en Ukraine; laquelle escalade, soutenue mezzo voce par Washington (qui fournit à Kiev les armes lourdes financées par le contribuable européen) peut à tout moment dégénérer en une guerre continentale ou mondiale potentiellement exterminatrice. Ce silence complice abaisse notre pays sur la scène mondiale, il en fait le complice par omission des prédations états-uniennes alors même que Trump et son ambassadeur à Paris ne cessent d'humilier la France, de se moquer de Macron lui-même (sans réactions de l'intéressé…), voire de s'ingérer grossièrement dans le débat politique français à l'approche d'élections cruciales pour notre pays !
Ajoutons enfin que défendre Cuba, c'est défendre le droit pour tous les peuples, y compris pour le nôtre, d'engager s'il(s) le souhaite(nt), une rupture avec le régime capitaliste même si cela doit déplaire à l'Oncle Sam et à ses vassaux de l'UE-OTAN : or il faut admettre que c'est là un droit démocratique inaliénable même si l'on n'est pas acquis soi-même aux idéaux socialistes et communistes.
Alors, oui, défendre Cuba, c'est défendre un peuple digne et courageux, à la fois sentinelle et ultime rempart de l'espérance par ces temps de violence globale fondant sur l'humanité. Défendre Cuba, c'est appeler notre pays, aujourd'hui asservi aux diktats de l'UE-OTAN, à reconquérir son indépendance sur la scène internationale pour y défendre la paix comme l'avait fait la France quand son gouvernement avait refusé de cautionner l'invasion anglo-étasunienne de l'Irak en 2003.
Défendre Cuba, c'est aussi affirmer le droit pour tous les peuples d'édifier, comme s'y est constamment essayée Cuba malgré le blocus qu'elle a enduré depuis 65 ans, une société nouvelle préférant l'accès universel aux soins, l'éducation pour tous, la recherche biomédicale de pointe et le respect de l'environnement aux intérêts d'une caste d'oligarques masquant ses prédations sous l'hypocrite drapeau des « droits humains ». Ces droits que Washington bafoue cyniquement quand, à Guantanamo, les USA pratiquent la déportation arbitraire et la torture sur le territoire qu'ils occupent illégalement depuis des décennies sur le sol cubain !
C'est pourquoi, nous appelons les Français, qu'ils se réclament de Charles de Gaulle, de Jean Moulin, de Jean Jaurès, de Louise Michel ou de Missak Manouchian, à exiger de Macron qu'il dénonce enfin l'entreprise tyrannique visant à mettre Cuba à genoux. Nous proposons aussi que notre pays retrouve courage et honneur en envoyant à Cuba l'un de ces pétroliers de la Marine nationale chargés de carburant qui mouillent présentement dans les ports antillais.
En résumé, défendre le droit de Cuba à décider par elle-même de son avenir, c'est défendre le droit international, c'est défendre la liberté pour les navires de circuler en sécurité sur les océans, c'est défendre la coopération internationale entre peuples égaux et souverains, c'est permettre auxdits peuples de choisir par eux-mêmes leur mode de développement et c'est rendre à notre pays une parole libre et forte sur la scène mondiale. Une parole libre et vraiment française sans laquelle il deviendra chaque jour plus difficile, y compris en Europe, de défendre cette paix mondiale qui constitue de nos jours la base incontournable de l'existence humaine.

Signez l'appel

INITIATEURS :

- Georges Gastaud, philosophe, Daniel Antonini, anc. responsable international du Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF), Denis Alland, professeur émérite de droit international à l'Université Panthéon-Assas, Françoise Bosman, anc. conservatrice des Archives de France,

Chevalier de la Légion d’honneur, Colonel Alain Corvez, militant gaulliste, Jean-Pierre Combe, ingénieur polytechnicien, officier de réserve honoraire, Jean-François Dejours, syndicaliste, professeur de philosophie, Jacques Delépine, docteur-ingénieur ès Sciences de la Terre, Michèle Dessenne, présidente du Parti de la Démondialisation, Marie-France Devillers, professeur de philosophie, Jean-Pierre Escaffre, universitaire, Vincent Flament, secrétaire général du Comité Internationaliste pour la Solidarité de Classe (CISC), Contre-Amiral (2S) Claude Gaucherand, Bernard Genet, animateur du Comité anti-impérialiste Comaguer, Diane Gilliard, traductrice-correctrice, secrétaire de la commission internationale du PRCF, Danielle Goussot, professeur de Lettres, Gilda Guibert-Landini, agrégée d’histoire, présidente de l’Association Cafés marxistes et directrice de la revue Étincelles, Odile Hage, anc. élue communiste de Douai, Fadi Kassem, agrégé d’histoire et syndicaliste, Annie Lacroix-Riz, historienne, Jacqueline Lavy, syndicaliste, Cédric Liechti, syndicaliste de l’Energie, Pierre Manenti, président du Comité de Défense et d’Initiatives des Travailleurs Frontaliers du Luxembourg, Dominique Mutel, agrégé d’anglais, Stéphane Rials, membre senior honoraire de l’I.U.F., chaire Interprétation et Droit, Arsène Schmitt, syndicaliste lorrain, Yves Vargas, philosophe, Olivia Zemor, présidente d’Euro-Palestine, Jacques Kmieciak, journaliste, Les Amis d’Edward Gierek (62), Martin Bonnefoi, Adrien Guicheney, Arthur Le Corvec, Eli Cartel, Tristan Rebout, Gisèle Jamet, Jany Sanfelieu, fille de combattant républicain espagnol antifasciste, adhérente au PRCF, Horst Frohlich, Maître de Conférence, Paris XI, Orsay spécialité Chimie Physique, Arnaud Demangeat, dit Gueux Mécontent, secrétaire de l’Association 3R, Pierre Gaucherand, professeur

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire